

# Galileo (géolocalisation) passera bien en mode 100% public

L'Europe veut reprendre la main sur le projet Galileo, le système de géolocalisation par satellite made in Europe. Comme nous vous l'expliquions le 6 mai dernier, l'Union européenne est lasse d'attendre. Car Galileo, le système de géolocalisation européen qui doit concurrencer le dominant GPS américain, prend du retard, trop de retard.

Rappelons qu'en 2005, un consortium d'industriels (les français Thalès et Alcatel-Lucent, l'espagnol Hispasat, le britannique Inmarsat, les italiens AENA et Finmeccanica, ainsi qu'un conglomérat allemand dirigé par Deutsche Telekom et European Aeronautic, Defence & Space Co) allié au secteur public reçoit le feu vert pour lancer le projet.

Objectif : un système opérationnel mis en orbite d'ici 2008, objectif ensuite reporté à 2011. Le projet devrait comprendre 30 satellites (contre les 24 du GPS).

Pour l'instant, un seul satellite a été lancé, le deuxième ayant raté son décollage à l'automne 2006.

Mais les difficultés du consortium à former une entité pour chapeauter le projet et à choisir pour celle-ci un directeur général ont bloqué les pourparlers entre les industriels et les responsables de l'UE sur les termes de la concession de vingt ans qui devait leur être accordée pour exploiter Galileo.

Les industriels ont refusé de prendre le moindre risque financier à l'échéance qui avait été fixée au 10 mai par les ministres des Transports des Vingt-Sept.

Face à ces blocages, la Commission européenne a annoncé ce mercredi son intention de retirer le contrat de construction au consortium d'entreprises auquel elle l'a attribué, au profit d'un financement **intégralement public**.

*« On ne peut pas continuer à suivre le scénario qui avait été précédemment imaginé d'un partenariat public-privé », a déclaré le commissaire aux Transports Jacques Barrot. « Le secteur public prendra en charge la mise en place de la constellation complète, soit 30 satellites et les éléments au sol », a-t-il ajouté.*

Les 27 vont reprendre la gestion du projet Galileo, initialement conçu comme un partenariat public-privé, et assumer le budget estimé à 3,4 milliards d'euros.

Un nouvel appel d'offres auprès d'entreprises candidates suivra, mais une fois seulement que les satellites du réseau Galileo auront été construits et placés en orbite.

La supervision du projet serait alors confiée à l'Agence spatiale européenne. Les entreprises du consortium seraient toujours impliquées dans la partie technique et technologique mais sans assumer le risque financier.

Le système pourrait ainsi être opérationnel d'ici la fin 2012, selon le projet de proposition que s'est procuré Reuters.

La Commission européenne soumettra sa proposition le 7 juin aux ministres des Transports des Vingt-Sept.

Le GPS américain, moins précis que Galileo, a donc encore de beaux jours devant lui. Le retard européen permettra aux industriels américains de continuer à profiter de l'engouement du grand public pour la géolocalisation et de récolter, seuls, les fruits d'un très juteux marché. D'autant plus que GPS doit être amélioré et que les chinois sont sur le point de lancer leur propre solution.